

Résumé des rapports des sessions de réflexion

Le contexte de la politique étrangère canadienne dans les Amériques

Les thèmes suivants ont été abordés lors des trois groupes de réflexion :

- **La sécurité humaine en tant que principe directeur général de la politique étrangère dans les Amériques** permet d'intégrer des thèmes comme la pauvreté et la sécurité des individus. Les discussions sur la drogue et les armes légères sont de portée trop limitée.

- Le seul **volet commercial** (perçu comme principal mécanisme d'entraînement de la participation canadienne dans la région) est trop restreint. Il doit donc s'étendre à d'autres questions qui entrent dans le contexte général de la sécurité humaine (ex. les répercussions sociales de la mondialisation).

- **Le rôle et la place des États-Unis** ont été abordés. L'approche du Canada de problèmes tels que la résolution des conflits ou la prise en compte de groupes multiculturels et de leurs idées diffère de celle des États-Unis.

- **L'action indirecte des États et/ou des blocs régionaux** (États-Unis, Europe, Tigres asiatiques) peut avoir des conséquences sur l'environnement commercial en Amérique latine.

- **La volonté du Canada d'intervenir pour promouvoir la démocratie et les coûts** correspondants en matière de défense et de maintien de l'ordre ont également été discutés. Certains participants jugent important de promouvoir la démocratie sans engendrer de sentiments néocolonialistes.

- Les participants ont mis en doute la **capacité** du Canada de s'impliquer de manière utile dans l'hémisphère. Quel rôle efficace les Canadiens peuvent-ils jouer pour la protection des droits de la personne ? La politique étrangère (notamment le libre-échange) doit refléter les valeurs fondamentales canadiennes. Les Canadiens doivent chercher à mieux connaître la réalité écologique, sociale et économique de l'hémisphère. Il convient d'impliquer les petites et moyennes entreprises, ainsi que la jeunesse canadienne.

- **Les détracteurs des politiques gouvernementales** dénoncent les contradictions non seulement dans la politique étrangère canadienne, mais également dans la politique gouvernementale dans son ensemble. Ils posent des questions troublantes, notamment sur le bien-fondé de promouvoir la société civile à l'étranger alors que la société est ébranlée par les réductions budgétaires ou par les suites de l'incident de l'APEC en 1997. D'autres participants, qui considèrent la mondialisation néolibérale et les politiques d'ajustement structurel comme néfastes, s'inquiètent de la pauvreté et de